



PROJECT MUSE®

Instits, profs et syndicats en Alsace, 1918–2000.

*Contribution à l'histoire du syndicalisme de
l'enseignement public dans l'académie de Strasbourg*
(review)

Gérard Bodé

Le mouvement social, Number 226, janvier-mars 2009, pp. 122-123 (Review)

Published by Association Le Mouvement Social

➔ For additional information about this article

<https://muse.jhu.edu/article/260279>

nouveau départ, la reprise d'activités de recherche ou un engagement militant. C'est ainsi que beaucoup de professeures formeront le vivier de candidates pour les municipales des années 1980-1990.

Dans la dernière partie, l'auteure reconstitue les parcours des enseignantes des années 1980-1990 sur fond de démocratisation et de massification scolaires. La crise de conscience née deux décennies auparavant tendrait à se résoudre par un engagement pédagogique plus personnel et davantage limité à la classe, à l'image finalement des « nonnes laïques » du début du siècle. L'engagement collectif de type militant est délaissé. Mais les femmes n'hésitent pas à « s'échapper » : en sus de leur charge d'enseignement, elles sont responsables de formation continue, préparent un doctorat, participent aux jurys de CAPES, éditent des manuels pédagogiques. En raison de la charge de travail qu'elles représentent, ces opportunités nouvelles font l'objet d'âpres négociations au sein du couple. Quant à la promotion en classe préparatoire aux grandes écoles (CPGE), elle est encore distribuée avec parcimonie aux femmes qui, en 1993-1994, représentaient 23 % des professeurs de CPGE. On peut ici regretter que l'auteure ait donné la parole en priorité à des professeures toutes plus ou moins activement engagées dans ou hors la classe, toutes désireuses de promotion professionnelle... Ces combattantes au quotidien ne laissent alors guère de place aux profils plus « banals », aux professeurs (femmes aussi bien qu'hommes) sans véritable « ambition » qui limitent leur engagement professionnel au strict nécessaire et que l'on aimerait aussi connaître.

Cependant l'intérêt majeur de l'ouvrage est de mettre en évidence les interactions multiples entre les sphères privée et professionnelle qui dessinent les trajectoires féminines. La variété des configurations, et donc des identités enseignantes qui en découlent, n'aide pas le lecteur à s'y retrouver et à saisir une ligne directrice claire. Celle qui se dégage pourrait être que, malgré le desserrement des contraintes familiales à partir des années 1970 et la multiplication des arrangements qui en résulte, l'articulation entre vie privée et vie professionnelle continue de poser problème pour les femmes. Mais *quid* des hommes professeurs ? La poursuite d'une étude genrée de la profession enseignante au xx^e siècle passe désormais par la confrontation des trajectoires féminines et des aspirations qui les guident avec celles de leurs collègues masculins. L'auteure montre d'ailleurs la voie par le recours à deux entretiens de professeurs.

Marianne THIVEND

Antoine PROST. – *Regards historiques sur l'éducation en France XIX^e-XX^e siècles*. Paris, Belin, 2007, 271 pages. « Histoire de l'éducation ».

Dans *Le Monde de l'éducation*, Antoine Prost a assuré une chronique mensuelle à partir de 2001. Les textes en sont rassemblés dans ces *Regards historiques*. Le titre même de l'ouvrage insiste sur le fait qu'il ne s'agit pas d'une vision d'ensemble ni d'un manuel. Six parties pour 56 articles, une chronologie des textes législatifs et réglementaires, des index, le recueil n'en est pas moins un instrument de travail. La nature même des textes incite à chercher une concordance des temps, d'un Ferry à l'autre, à tenter de reconnaître un thème très contemporain dans l'étude d'une pratique ancienne. C'est bien la pérennité de nombre de ces questions qui souligne ainsi l'intérêt particulier d'une approche d'historien. C'est aussi une défiance à l'égard de l'anachronisme que l'on ne retrouve pas toujours chez les chercheurs d'autres sciences sociales. Les précautions méthodologiques sont ainsi exposées avant toute comparaison entre les performances d'écoliers confrontés dans les années 1870 à la dictée itinérante de l'inspecteur général Beuvain et celles des collégiens du même âge qui l'ont découverte plus d'un siècle plus tard.

Le point est donc fait ici par un spécialiste de l'histoire de l'éducation sur nombre de thèmes, à partir de travaux universitaires peu diffusés, thèses ou maîtrises, de rapports officiels mais également d'archives inédites. L'une d'entre elles, dénichée aux Archives Nationales, est publiée, un texte du président Pompidou qui, en des considérations alors surprenantes de la part d'un président de la République, s'inquiétait en mars 1971 de l'agitation dans les lycées et proposait un certain nombre de recettes de remise en ordre. Il nous révèle ainsi l'idée qu'il se faisait de la fonction avant tout répressive des chefs d'établissement (« Il faut persuader les faibles, les timides, les agités de renoncer à leurs fonctions »). Surtout, il n'avait qu'une conception prudente de la liberté pédagogique : « Il faut donner un contenu strict et obligatoire au programme de philosophie et d'initiation à l'économie ». Même l'histoire contemporaine l'inquiétait : « On ne doit étudier la période 1940 à nos jours qu'en terminale et avec beaucoup de précaution », mise à distance de la geste du Général somme toute peu étonnante de la part de ce gaulliste tardif.

Ce livre n'est pas pour autant une histoire de l'institution scolaire (qui n'est cependant pas absente, comment pourrait-elle l'être ?), mais bien une histoire sociale de l'éducation en France, qui ne néglige pas l'impact de nombre de facteurs tel l'état du marché du travail, lorsque les élèves absents ne font pas l'école buissonnière mais travaillent, notamment dans l'agriculture. Et l'école n'en est pas la seule instance, puisque les colonies de vacances, le scoutisme (auquel l'Église catholique fut dans un premier temps réticente), les auberges de jeunesse ont toute leur place dans cette approche. Six principales parties regroupent ces chroniques : « Éducation et société », « Autour d'un homme » (l'index permet de percevoir l'influence des individus qui ne se résume pas à ces cinquante pages), « Institutions » (dans l'ensemble de l'ouvrage, quatre chroniques, dont deux qui leur sont spécifiquement consacrées, permettent de mettre les IUFM en perspective), « Pédagogies », « La question scolaire » et « Diplômes » (du « bon vieux certificat d'études » au Bac pro, dont la création achevait, un quart de siècle plus tard, la réforme du premier cycle adoptée par De Gaulle en 1963).

À la lecture de ces pages, par l'influence que l'on perçoit ainsi de nombre d'hommes politiques (François Guizot, Jules Ferry bien sûr, Jean Zay, Edgar Faure, Alain Savary, etc.), d'intellectuels et de praticiens (Célestin Freinet, Paul Langevin, Henri Wallon, etc.), de syndicalistes et du syndicalisme, tous acteurs de la vie de la cité et dans la cité, c'est l'importance des réformes (au sens réel du terme, qui implique la recherche de l'intérêt du plus grand nombre) de l'éducation qui est ici démontrée. En deux siècles, et dans une continuité faite de progrès plus que d'innovations (ainsi, l'obligation scolaire de Jules Ferry fut de fait une prolongation de la scolarité), la société française n'a cessé de tenter d'améliorer les modalités de la formation des générations qui se sont succédé.

Par leur caractère inédit, par des éléments nouveaux sur un sujet d'importance ou parce qu'elles abordaient un champ encore largement en friche (telle cette approche de l'origine des Zones d'éducation prioritaires qui oblige à prendre en compte l'attitude de l'administration scolaire pour les cités d'urgence de l'abbé Pierre et souligne la limitation à 15 élèves des effectifs par classe de l'école du Port de Gennevilliers au milieu des années 1960), ces chroniques s'étaient révélées indispensables pour quiconque tente de comprendre le monde de l'éducation en France lors de ces deux derniers siècles. L'auteur, qui se proclame dès la troisième ligne « pédagogue impénitent et fier de l'être », a voulu par ce recueil les mettre plus largement à la disposition des lecteurs.

Christian CHEVANDIER

Françoise OLIVIER-UTARD (sous la direction de). – *Instits, profs et syndicats en Alsace, 1918-2000. Contribution à l'histoire du syndicalisme de l'enseignement public dans l'académie de Strasbourg.* Strasbourg, Alménos, 2008, 336 pages.

En 2005, l'association Alménos (Alsace, mémoire du mouvement social), considérant que le mouvement syndical des enseignants avait été bien étudié sur le plan national, mais quelque peu négligé dans l'espace local, organisa un colloque consacré au syndicalisme enseignant en Alsace de 1919 à nos jours. En raison de l'histoire particulière de cette province, rattachée par deux fois à l'Allemagne entre 1870 et 1945, une telle démarche paraissait tout à fait pertinente. L'ouvrage présenté ici rassemble une partie des communications de ce colloque. Sur les douze textes rassemblés dans ce volume, trois n'ont aucun lien avec le mouvement syndical alsacien. L'article introductif de Jacques Girault tente, de son côté, d'inscrire cette histoire régionale dans le contexte national. Le livre se termine, en annexe, par trente-quatre notices biographiques de syndicalistes tirées du Maitron ou du *Dictionnaire biographique du SGEN* de Madeleine Singer.

L'ouvrage est traversé par deux thèmes récurrents, points de fixation des débats, controverses et conflits relatifs au statut scolaire local, à savoir l'enseignement confessionnel et l'enseignement de l'allemand à l'école primaire élémentaire, deux éléments hérités de la période de l'appartenance à l'Empire allemand, de 1870 à 1918, que la législation française a maintenus en 1919. Dans sa contribution, un peu trop descriptive et chronologique sans véritable analyse, sur les syndicats d'instituteurs du Bas-Rhin de 1918 à 1945, Jacques Ungerer montre comment, dès 1918, le SNI, émanation du syndicat national et représentant les instituteurs de statut national, et le Groupement professionnel, représentant les enseignants du statut local alsacien-lorrain, se sont vivement affrontés sur cette question, surtout après 1924 quand le statut local alsacien-lorrain fut pérennisé. Dès cet instant, le SNI adopte une attitude jacobine intransigeante hostile à toute forme de particularisme, ce qui l'amène à réclamer l'alignement de l'école publique d'Alsace-Lorraine sur celle de l'« intérieur », pour utiliser cette image encore en usage de nos jours dans la région. Le Groupement professionnel, constitué en lieu et place d'un syndicat que les instituteurs du cadre local ne pouvaient fonder parce qu'ils étaient fonctionnaires, se transforme rapidement par suite des maladroites des autorités françaises en lobby du statut local. Dans ce combat, soutenu par la grande majorité de la population, il n'arrive pas à résister aux sirènes de l'autonomisme et, pour certains de ses dirigeants, aux errements de la collaboration entre 1940 et 1945.

Après 1945, le Groupement professionnel étant dissous, l'espace syndical est occupé par le SNI et le SGEN. Léon Strauss, à partir de l'exemple de la section SNI du Haut-Rhin, constate un maintien de ce syndicat sur ses positions d'avant-guerre, ce qui le coupe de la population locale. C'est surtout vrai pour l'enseignement confessionnel que le laïcisme militant du SNI rejette avec force alors que ses positions évoluent un peu sur la question de l'allemand à l'école primaire. Cette position tranche avec celle du SGEN, étudié avec beaucoup de finesse par François Überfill. Ne voulant pas se couper de la population, proche des élus MRP de la région, ce syndicat prône un laïcisme « ouvert » acceptant le statut local tout en maintenant les principes de la laïcité. On retrouve ainsi en 1958 une opposition entre SNI et SGEN proche de celle qui séparait le SNI du Groupement professionnel dans l'entre-deux-guerres. Alors que le SNI campe sur ses positions hostiles à tout statut particulier, le SGEN biaise en acceptant la place de l'allemand dans l'enseignement élémentaire au nom de la « richesse culturelle » tout en insistant sur la primauté à accorder au français. Face au jacobinisme du SNI, le SGEN apparaît ainsi comme un syndicat « girondin » plus proche du terrain local que du terrain national.

Les deux composantes du statut local font l'objet de deux contributions particulières. Dominique Huck, dans son analyse très nuancée et pertinente d'une tranche chronologique particulière, entre 1945 et 1955, se penche sur la question de l'enseignement de l'allemand. Suspendu en 1945 « à titre provisoire » par le recteur, cet enseignement est réclamé par les élus locaux et près de 85 % de la population. On retrouve chez les opposants à cet enseignement des arguments qui paraissent d'un autre âge. L'allemand y est désigné comme une langue étrangère par opposition au dialecte alsacien qui est le vrai parler de la population. On croirait entendre le recteur Delcasso sous le Second Empire. La position de l'Église apparaît ici pour la première fois de façon claire et nette. Réintroduit en 1952, cet enseignement, notamment à cause de l'opposition des enseignants, tant ceux du SNI que ceux du SGEN, a du mal à s'imposer mais en 1955, une circulaire rectorale sur l'emploi de la méthode directe passe entièrement inaperçue et ne suscite plus aucune réaction syndicale.

Roland Pffefferkorn tente de prendre un peu de distance avec les deux questions de l'enseignement confessionnel et de l'enseignement de l'allemand en montrant qu'il ne s'agit là que de deux éléments du statut local alsacien-lorrain. Il démontre notamment qu'au cours des années 1970 et suivantes, l'attachement des populations à ce statut ne touchait pas nécessairement l'enseignement religieux, mais plutôt des aspects bien différents comme le statut local de la Sécurité sociale qui garantit un remboursement plus généreux que celui du reste du pays. Néanmoins certains partisans du statut local, notamment les églises, laissent entendre, sur la foi d'une réglementation nébuleuse et opaque, que toucher à un aspect de ce statut consiste à tout remettre en cause. Or, comme le montre l'auteur, la désaffection religieuse touche l'Alsace comme les autres régions françaises et l'introduction des lois laïques, bien expliquée et séparée des autres éléments du code local, serait tout à fait possible. Pourtant l'État, en créant en 1999 un CAPES de religion et en instituant des cours d'Éveil culturel et religieux (ECR) dans les collèges et lycées, ne milite pas en faveur d'une clarification de la situation.

L'ouvrage donne ainsi une visibilité à un syndicalisme enseignant local peu connu, y compris dans sa propre région. Il permet également de saisir la complexité des problèmes liés à l'enseignement religieux qui paraît, vu selon une perspective nationale, relever d'un autre âge. On pourrait néanmoins reprocher à cette entreprise un regard trop localiste. S'il est vrai que les questions débattues ici sont spécifiques, elles s'inscrivent néanmoins dans un cadre national. Cette position est bien explicitée dans la bouche de Paul Caspard, membre du bureau national du SGEN, qui avertit ses camarades du danger du particularisme. On pourrait reprendre cet avertissement pour ce livre car toute histoire locale ne prend de sens que replacée dans un contexte plus large. On pourrait aussi reprocher à ces contributions de ne pas donner la parole aux opposants. L'Église catholique n'est évoquée que de façon épisodique et généralement négative. S'il est vrai qu'elle mène sans doute des combats d'arrière-garde, il aurait peut-être été utile de bien les exposer. Un reproche identique peut être fait au dictionnaire biographique. Conçu à partir de fiches tirées d'ouvrages existants, il oublie les adhérents du Groupement professionnel dont certains comme Rossé, même si son parcours est entaché de tares indélébiles, n'en sont pas moins des figures importantes du syndicalisme de l'entre-deux-guerres. En lieu et place d'une démarche militante tout à fait légitime, il aurait peut-être été préférable de privilégier une démarche historique sans *a priori* ni jugements de valeurs.

Ces réserves n'enlèvent rien à la valeur de cet ouvrage qui, comme l'introduction de Françoise Olivier-Utard le signale bien, « appelle une suite ». Émanation d'un colloque qui n'a donc pu aborder toutes les questions, cette œuvre montre toute la richesse de cette nouvelle approche locale du syndicalisme enseignant.

Gérard BODÉ

